

ATHÈNES - correspondance

Au sud d'Athènes, face à la mer d'un côté et vue sur l'Acropole de l'autre, le centre culturel de la Fondation Stavros Niarchos (SNFCC), un temple moderne tout de verre, illustre l'omniprésence dans l'espace public des fondations des puissants armateurs du pays. Abritant l'Opéra national, la Bibliothèque nationale, un jardin à la méditerranéenne, le lieu offre des centaines d'activités gratuites par an (concerts, cinéma en plein air, cours de yoga, d'informatique...).

C'est là que Barack Obama a prononcé en 2016, lors de sa dernière tournée européenne en tant que président des Etats-Unis, un discours sur la démocratie. C'est là encore que les dirigeants du sud de l'Europe se sont réunis, le 17 septembre, dans le cadre du groupe EU Med, pour discuter des défis régionaux. La Fondation Stavros Niarchos (SNF), du nom de l'armateur décédé en 1996, a investi environ 630 millions d'euros pour développer ce site avant de le remettre à l'Etat grec en 2017, tout en continuant à financer en partie son fonctionnement.

« En pleine crise économique, la création par un architecte de premier plan tel que Renzo Piano était pour beaucoup un luxe, une "folie". Pour nous, c'était la preuve de notre foi, l'espoir d'un avenir meilleur pour la Grèce », raconte le coprésident de la SNF Andreas Dracopoulos. « Aujourd'hui, près de cinq ans après l'achèvement du projet, le SNFCC est devenu un point de repère tant pour le pays qu'au niveau international et, plus important encore, il a été adopté par la population », ajoute-t-il.

GUERRE D'INDÉPENDANCE

Avec leurs 4 546 navires, les armateurs sont à la tête de la première marine marchande au monde. Particulièrement présents dans le pétrole (23,8 % de la flotte mondiale de tankers) et le vrac (18,5 % des vraquiers), ils pèsent près de 10 % du produit intérieur brut grec, représentant le deuxième secteur économique après le tourisme (20 %). L'importance des « seigneurs de la mer » en Grèce est liée à leur rôle dans la guerre d'indépendance (1821-1829). « Les armateurs ont offert des navires de guerre indispensables à la victoire contre les Ottomans. Puis, après la première guerre mondiale puis la seconde, des grandes dynasties comme celles des Onassis et des Niarchos ont vu le jour. Le commerce international se développait, mais, surtout, il était nécessaire de reconstruire les flottes anéanties », explique Giorgos Foustanos, historien spécialiste de la marine marchande.

Lorsque l'économie grecque sort exsangue de la guerre civile (1946-1949), Athènes décide d'accorder un statut privilégié aux armateurs qui contribuent à donner de l'emploi à des centaines de milliers de marins grecs. L'article 107 de la Constitution grave dans le marbre un système fiscal avantageux, avec une taxe sur le tonnage et non sur les bénéfices. Depuis, les gouvernements ont été accommodants, les laissant développer leurs empires en rachetant des médias (l'armateur Yiannis Alafouzos détient les chaînes de télévision et de radio Skai, le journal *I Kathimerini*, la famille Vardinoyannis possède Star Channel et Alpha TV), des banques (l'armateur Spiros Latsis est directeur du groupe suisse EFG, ac-



Les chefs d'Etat du groupe EU Med, réunis au centre culturel de la Fondation Stavros Niarchos, à Athènes, vendredi 17 septembre. THANASSIS STAVRAKIS/AP

PLEIN CADRE

En Grèce, la charité bien ordonnée des « seigneurs de la mer »

Acteurs économiques majeurs du pays, les armateurs bénéficient d'un système fiscal avantageux et sont perçus comme intouchables. Leurs fondations jouent un rôle croissant et pallient les manques d'un Etat exsangue après une décennie d'austérité

tionnaire d'Eurobank), des entreprises de pétrole (Latsis détient la majorité du capital d'Hellenic Petroleum, Motor Oil est détenu par les Vardinoyannis), des clubs de football (l'Olympiakos appartient à « Vangelis » Marinakis, un armateur du Pirée, et le rival, le Panathinaïkos, au groupe Alafouzos)... L'actuel premier ministre conservateur, Kyriakos Mitsotakis, n'y voit rien à redire, et les médias qui leur appartiennent, comme les chaînes de télévision ou de radio Skai, sont très progouvernement.

A peine élu, le premier ministre n'avait-il pas rencontré M. Latsis, dont le groupe immobilier a obtenu l'aménagement de l'ancien aéroport d'Ellinikon, sur la Riviera athénienne, où palaces, résidences de luxe, casino, centre commercial doivent être construits? Leur puissance est telle que, en mai, Panos Laskaridis, un

« Les armateurs grecs vivent dans le mythe du self-made-man. C'est faux: tous les gouvernements les ont soutenus »

THEODOROS DRITSAS
ancien ministre de la marine
entre 2015 et 2016

des plus importants armateurs grecs, propriétaire, entre autres, des deux palaces athéniens le Grande-Bretagne et le King George, n'a pas hésité à asséner à des journalistes européens que « les armateurs n'ont pas besoin du gouvernement, du ministère, de l'Organisation maritime internationale et du premier ministre. Ils chient sur le premier ministre! » Les propos font scandale, le gouvernement met plusieurs jours à réagir et M. Laskaridis est finalement radié de l'Union des armateurs grecs.

MENACES DE DÉPART

Même le premier ministre (2015-2019) de gauche radicale (Syriza), Alexis Tsipras, qui les accuse de ne pas participer à l'effort national, n'a pas réussi à les réformer. « Lors de l'arrivée de Syriza au pouvoir, ils ont commencé à ouvrir des bureaux à Malte, au Luxembourg, mais rapidement ils se sont rendu compte que Tsipras n'allait pas les faire payer plus... Non seulement ils contribuent à l'économie, mais ils permettent aussi à l'Etat de faire des économies puisqu'ils financent des actions caritatives et des infrastructures », souligne le consultant George Xiradakis.

Certes, sous Syriza, les armateurs ont consenti à verser 10 % de leur chiffre d'affaires pour aider leur pays en proie à la crise financière, mais M. Tsipras abandonne l'idée de les taxer davantage. « D'abord, il

aurait fallu modifier la Constitution et avoir une majorité absolue au Parlement, puis que la prochaine Assemblée valide ce changement. Surtout, nous nous sommes aperçus que tous les pays donnaient des avantages à leur marine marchande, car c'est un milieu où la concurrence est exacerbée », résume l'ex-ministre de la marine Theodoros Dritsas (2015-2016).

Il faut dire que ces magnats menaçaient d'abandonner le drapeau grec (et, avec lui, le droit du travail grec). « Il est plus facile de changer le drapeau d'un bateau que les plaques d'immatriculation d'un camion de transport. Si à nouveau un gouvernement souhaitait nous imposer des mesures qui nous rendraient moins compétitifs, nous n'hésiterions pas! », prévient Nicolas Vernicos, armateur et président de la chambre de commerce internationale en Grèce.

Pour M. Dritsas, « les armateurs grecs vivent dans un mythe, selon lequel ils seraient des self-made-men qui n'ont pas besoin de l'Etat. Mais c'est faux, tous les gouvernements les ont soutenus: c'est pratiquement le seul pays qui a un ministère de la marine aussi important, qui a toujours investi dans des écoles spécialisées de qualité ».

Leur influence se diffuse par les fondations. Au nord du centre culturel Niarchos, sur cette même avenue Syngrou qui relie le centre d'Athènes à la mer, trône le centre culturel Onassis. Le lieu, qui a né-

La Fondation Onassis a financé pour 150 millions d'euros le plus grand hôpital de chirurgie cardiaque des Balkans, à Athènes

cessité un investissement de près de 85 millions d'euros, soutient la création grecque contemporaine.

La Fondation Onassis a aussi financé à hauteur de 150 millions d'euros le plus grand hôpital de chirurgie cardiaque des Balkans, à Athènes, et un centre national de transplantations. Tous deux ont été offerts à l'Etat. Stavros Niarchos et Aristote Onassis, qui se sont livrés une bataille acharnée pour être le plus grand armateur au monde, ont laissé des institutions qui, dans le domaine de la santé, de l'art ou de l'éducation, pallient les manques d'un Etat brisé par une décennie d'austérité.

« Je ne pense pas que notre rôle et notre objectif soient de couvrir les carences de l'Etat, même si nous pouvons combler certaines lacunes. Notre but est de soutenir la société, souvent en coopération avec l'Etat », assure Marianna Vardi-

noyannis, qui a créé sa fondation pour soutenir les enfants abandonnés, victimes de guerre ou de trafic. Avec l'ONG Robert F. Kennedy Human Rights, elle a mis en place dans les écoles publiques une formation sur les droits de l'homme. Elle et son mari, Vardis Vardinoyannis, détiennent la société Motor Oil Hellas, un réseau de stations-service, des chaînes de télévision et de radio, un club de football. Leur fortune est évaluée par *Forbes* à 1,4 milliard d'euros.

« COMPAGNONS DE L'ÉTAT »

Pour Antonis S. Papadimitriou, président de la Fondation Onassis, le but est d'être des « compagnons de l'Etat grec, en particulier lorsque certains projets doivent être accélérés ou qu'il faut se défaire des dysfonctionnements du passé ». Le politologue Georges Sefertzis précise: « L'Etat grec est encore rongé par la bureaucratie, et ces institutions sont plus efficaces. » Face au Covid-19, elles livrent des masques, offrent la rénovation des hôpitaux. Contre les incendies, elles achètent avions et équipements.

M. Papadimitriou croit aux « synergies », d'autant que « ces cinq dernières années, la méfiance vis-à-vis du secteur privé s'est atténuée en Grèce ». Un avis partagé par Andreas Dracopoulos, de la SNF: « Nous croyons fermement à la force des partenariats public-privé. Mais, pour qu'il y ait une coopération mutuellement bénéfique, l'Etat doit s'assurer qu'il veille à la bonne exécution des projets, au respect des échéanciers. » La SNF a fait jusqu'à présent don de 1,4 milliard d'euros à des organismes publics.

Ce mécénat a souvent été perçu comme un moyen pour les armateurs de se dédouaner du fait qu'ils ne paient que peu d'impôts en Grèce ou pratiquent l'évasion fiscale. « Les critiques sur la faible imposition des armateurs sont largement justifiées et beaucoup d'entre eux, qui ont les moyens à leur disposition, devraient, à mon avis, faire plus », reconnaît M. Dracopoulos. « Bien sûr, les armateurs croient au précepte chrétien d'entraide, mais il ne faut pas croire que ce sont des saints pour autant, lance Nicolas Vernicos. A votre avis, pourquoi le siège de la Fondation Onassis se trouve-t-il au Liechtenstein? » ■

MARINA RAFENBERG